

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

PS, PC, SYNDICATS, TROTSKISTES...

La gauche dans l'opposition est l'arme principale de la bourgeoisie contre la classe ouvrière

Non ! la bourgeoisie française ne pouvait pas rêver mieux ! Non seulement les élections ont, comme prévu, renvoyé la gauche dans l'opposition, mais -attention- elles l'ont fait en grandes pompes ! Elle a réussi à offrir au PS, ce parti usé, décrédibilisé, démasqué par quatorze ans au sommet du pouvoir (dont dix bonnes années comme maître d'œuvre des mesures gouvernementales anti-ouvrières), une défaite... triomphale. Regonflé par son score électoral, mais libéré de toute responsabilité dans ce qui va s'abattre dès demain sur le dos des ouvriers, il s'empresse déjà, avec un culot qui dépasse l'entendement, de donner de la voix contre les intentions du nouveau gouvernement concernant la CSG, la TVA ou la Sécu. Car les ouvriers ne doivent avoir aucune illusion : il n'y aura pas d'état de grâce pour le gouvernement Juppé. Tous ses beaux

discours sur la «*priorité donnée à la lutte contre chômage*», ne sont que de la poudre aux yeux. En réalité, ce sont des attaques d'une extrême violence contre toutes les conditions de vie des prolétaires que le nouveau gouvernement est en train de concocter dans les coulisses. Et si la droite peut aujourd'hui déchaîner de telles attaques, c'est bien parce que toute la gauche, de retour dans l'opposition, est maintenant en mesure de remplir sa mission : encadrer et dévoyer les explosions de la colère ouvrière.

Le PS, ce parti de ripoux et de notables d'hier, ce parti qui s'est montré si responsable et si efficace dans la gestion du capital national sur le dos des prolétaires, a donc entamé, en vitesse, son ravalement de façade. Que les choses soient claires. Il ne s'agit plus de courir après les honneurs -discrédit oblige- du pouvoir, ça non ! Il s'agit dès

aujourd'hui de retrousser les manches pour épauler les syndicats et le PCF dans leur rôle de saboteurs patentés des luttes ouvrières.

En même temps que le PS, c'est toute la gauche qui ressort remplumée du grand show électoral. Le PC d'abord, qui avait payé très cher sa participation aux premiers gouvernements de Mitterrand, responsables du blocage des salaires de 1982 et des plans Delors de 1983-1984 avec leurs cortèges de licenciements dans la sidérurgie, les chantiers navals et l'automobile. Un PC que l'effondrement du stalinisme en 89 avait achevé de ratatiner, mais qui s'est offert dans cette campagne électorale, avec le soutien des médias, une nouvelle image plus crédible.

C'est cette bande de menteurs et de saboteurs, qui va désormais avoir les mains beaucoup plus libres pour se partager le travail sur le terrain de la

lutte de classe. Maintenant que la gauche et les syndicats ne vont plus être directement responsables des nouvelles attaques qui vont s'abattre sur les prolétaires, c'est là qu'il faut plus que jamais se méfier et se détourner de ses chiens de garde du capital. Déjà, les syndicats ont commencé à occuper tout le terrain social dès avant les élections, en s'agitant tous azimuts, en organisant grève sur grève, de manière à pourrir d'avance les combats de classe à venir. On peut être sûr que cette gauche «*blanchie*», qui surenchérit déjà de radicalisme contre le nouveau gouvernement, ne va pas tarder à prendre les devants et appeler les prolétaires à les suivre, à marcher derrière ce fameux «*troisième tour social*» que la bourgeoisie a déjà si bien prévu et qui n'aura d'autre but que de conduire la combativité ouvrière vers des impasses et des défaites cuisantes.

Et pour ce faire, les partis de gauche et leurs syndicats peuvent compter sur leurs appendices gauchistes pour venir compléter et parachever leur travail de sabotage des luttes. En particulier, les trotskistes de «*Lutte Ouvrière*», enfin gonflés à bloc par leurs plus de cinq pour cent (là encore redevables avant tout à l'énorme publicité médiatique que leur a offerte la bourgeoisie), viennent à point pour apporter une caution radicale et pseudo-révolutionnaire à toute cette manoeuvre de crédibilisation de la gauche. Non seulement LO va continuer à ramener les ouvriers sur le terrain de la défense de l'Etat démocratique (en montant en épingle le danger de l'extrême-droite,

par exemple) mais c'est surtout dans les futurs combats de classe contre les attaques du gouvernement qu'elle va se révéler comme l'ennemi le plus dangereux pour la classe ouvrière. Grâce à sa phraséologie «*révolutionnaire*», LO n'hésitera pas à se présenter aux yeux des prolétaires en lutte comme le défenseur le plus «*radical*» de leurs intérêts. Sa stratégie va consister, comme toujours, à servir de force d'appoint aux syndicats, en divisant les ouvriers et en empêchant toute tentative d'unification de l'ensemble de la classe ouvrière comme elle l'a fait dans le passé (notamment lors de la grève des cheminots de l'hiver 1986-1987 et dans la lutte des travailleurs de la santé à l'automne 1988). En bon serviteur du capital, on peut être sûr que LO continuera à jouer le rôle de rabatteur des syndicats, que ce soit en poussant les ouvriers dans les bras des syndicats officiels, ou en préconisant l'alternative d'un syndicalisme «*de base*», «*radical*».

Voilà les pièges qui attendent la classe ouvrière lorsqu'elle va commencer à se mobiliser contre les attaques du gouvernement Juppé.

Dans les assemblées générales, sur les lieux de travail, dans les manifestations, c'est à ces saboteurs professionnels qu'elle devra se confronter. C'est dès aujourd'hui qu'elle doit se préparer à mener le combat en se souvenant de tous les coups fourrés de la gauche, des syndicats et des gauchistes. Ces gens-là sont ses pires ennemis.

PA (24 mai)

EX-YOUGOSLAVIE

LES GRANDES PUISSANCES DÉCHAÎNENT LA BARBARIE

A l'heure où nous mettons sous presse, l'artillerie serbe de Bosnie vient de riposter à la reprise des frappes aériennes de l'OTAN sur Pale en bombardant cinq des six zones de sécurité : Sarajevo, Tuzla, Bihac, Gorazde et Srebrenica, et le chef des Serbes de Bosnie, Karadzic a déclaré qu'il se trouvait «*en état de guerre*» avec les forces de l'OTAN. Avec cette nouvelle escalade guerrière, la trêve observée en ce début d'année autour de Sarajevo entre les cliques impérialistes bosniaques et serbes aura été de bien courte durée.

Jamais depuis février 1994, la ville n'avait connu autant de bombardements. Le cessez-le-feu ne s'est pas poursuivi au-delà de l'échéance prévue, celle du 30 avril. Le semblant de vie ou plutôt de survie qui avait repris est terminé. La terreur et la menace quotidienne de la mort ont repris leurs droits. Une fois de plus les populations de Sarajevo comme celles de toutes les

autres régions de l'ex-Yougoslavie soumises à la folie dévastatrice de la guerre se terrent. A cela il n'est rien de fatal. Ici comme en Algérie et en Turquie, des hommes paient très cher le prix des affrontements implacables que se livrent les grands requins impérialistes. Car derrière le nationalisme assassin des Etats Serbe, Croate et Bosniaque se cachent des pousse-au-crime d'une toute autre envergure au premier rang desquels on trouve l'Allemagne, les Etats-Unis, la Russie, la France et la Grande-Bretagne. Comment ne pas voir derrière l'offensive croate la main de l'Allemagne et le soutien intéressé des Etats-Unis.

**Derrière l'offensive
de la Croatie, la convergence
d'intérêts des Etats allemand
et américain**

La reprise des bombardements sur Sarajevo qui rompt une trêve bon an

mal an respectée durant quatre mois, est la riposte de la bourgeoisie serbe et à l'avancée de ses rivaux croates et bosniaque en Bosnie et en Slavonie. Chaque fois que les Serbes sont menacés, ces derniers resserrent leur étau sur cette ville qu'ils contrôlent. Et en effet, le 1er mai, l'armée croate a lancé une grande offensive en Slavonie occidentale, région tenue depuis 1991 par les Serbes de Krajina mais qui coupe en deux la Croatie. Cette opération militaire a été un succès. Bien préparée, elle interdit aux Serbes de Bosnie de pouvoir pour le moment venir en aide aux Serbes qui se trouvent en territoire croate. Car la Croatie ne s'est jamais résolue à admettre que 20 % de son territoire puisse rester aux mains des Serbes. Cette situation, imposée par la pression des casques bleus français et britanniques, n'a pas été acceptée comme définitive par la Croatie qui n'a jamais caché son intention de tout faire

(SUITE PAGE 4)

Sommaire

SITUATION EN FRANCE

Chirac président : c'est toute la bourgeoisie qui a gagné les élections p.2
Des syndicats plus «*radicaux*» pour mieux saboter les luttes ouvrières p.2
Nouvelles mesures anti-chômage, nouvelles attaques anti-ouvrières p.2
Le Pen : un épouvantail au service de la gauche p.3
"Lutte Ouvrière" : un fidèle défenseur de l'Etat bourgeois p.3

SITUATION INTERNATIONALE

Euroforce, Euromarforce :
des «*forces de paix*» pour mieux préparer la guerre p.4
Offensive de l'armée russe en Tchétchénie :
Le cynisme des démocraties occidentales p.4
Commémoration de la fin de la guerre au Vietnam :
La «*libération nationale*», un alibi pour les massacres impérialistes p.5
Scandale Agusta en Belgique : encore une affaire de gangsters impérialistes p.5
La décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme .. p.6

CHIRAC PRESIDENT

C'est toute la bourgeoisie qui a gagné les élections

Après 14 années de mitterrandisme, un président de droite vient d'être élu à la tête de l'Etat français. La victoire de Chirac permet aujourd'hui à la bourgeoisie de renforcer considérablement son dispositif antiouvrier. Toutes les fractions de la classe dominante vont désormais se partager le travail dans la défense des intérêts du capital national : tandis que la droite va faire payer les conséquences de la crise aux prolétaires en déchaînant ses attaques contre l'ensemble de leurs conditions de vie, la gauche, dont toutes les fractions sont retournées maintenant dans l'opposition, a aujourd'hui les coudées beaucoup plus franches pour assumer pleinement sa fonction d'encadrement et de sabotage des luttes ouvrières.

Après bien des péripéties, et au terme de toute une série de tractations dans les coulisses, les dernières présidentielles viennent d'être couronnées par un succès global pour l'ensemble de la bourgeoisie française. Celle-ci a en effet réussi à faire passer au second plan ses querelles de cliques au profit de la «raison d'Etat» : la nécessité de redresser au mieux ses cartes afin de se donner les moyens d'affronter la reprise inévitable des combats de classe.

A gauche comme à droite, ils ont tous manœuvré pour faire élire Chirac

Comme nous l'avions amplement développé dans notre presse, la venue accidentelle de la gauche au gouvernement en mai 81, résultait des faiblesses chroniques de la droite française. Incapable de surmonter ses divisions internes, celle-ci avait, en effet, commis l'erreur non seulement de laisser présenter aux élections présidentielles un candidat, Chirac, contre le président sortant, mais de permettre au même Chirac de saboter délibérément la réélection de Giscard. 14 ans plus tard, la «machine à perdre» Chirac, nous a refait le même coup... en pire, puisqu'en concurrençant Balladur dans l'arène électorale au premier tour, il s'agissait cette fois-ci d'un bras de fer entre deux candidats du même parti, le RPR.

Une telle situation n'a fait que confirmer la pertinence des commentaires de la bourgeoisie anglo-saxonne, au lendemain de la victoire de Mitterrand en 81 : la droite française est bien la plus stupide du monde ! Bien que cette fraction du capital soit parfaitement consciente de la nécessité de reprendre

les rênes de l'Etat, non seulement le RPR et l'UDF se sont révélés incapables de dépasser leurs rivalités, mais les clivages se sont encore aggravés au sein des deux partis et notamment au sein du vieux parti gaulliste, le RPR, entre Chirac et Balladur. Les forces centrifuges qui minent la droite française ont provoqué des conflits de cliques insurmontables et se sont soldées par l'échec du projet de Balladur de neutraliser la fraction gaulliste du RPR afin de rassembler toute la droite dans un seul et unique grand parti. Un tel émiettement de la droite aurait pu ainsi se terminer par une véritable catastrophe électorale pour elle.

Malgré l'énorme boulette consistant à présenter deux candidats RPR au premier tour, comment la classe dominante est-elle parvenue à éviter (in extremis) la répétition d'un nouvel «accident» électorale qui aurait reconduit la gauche au gouvernement ?

C'est en grande partie grâce au PS qu'elle a pu sauver les meubles. Le parti de Mitterrand s'est montré en effet la fraction bourgeoise la plus responsable, la plus intelligente, la plus consciente des enjeux de ces élections. Déjà, avec le retrait au début de l'année de la candidature de l'ex-président du Parlement européen, Delors, le PS s'était donné les moyens d'éviter la victoire d'un présidentiable de gauche. Celui-ci était présenté comme «l'homme de l'Allemagne», c'est-à-dire de l'alliance privilégiée entre la France et sa grande voisine de l'Est. En comprenant la nécessité impérieuse d'un retour de la droite au pouvoir, l'appareil du PS a préféré donner la priorité à la question sociale quitte à prendre le risque, avec un président RPR, d'un

affaiblissement de la défense des intérêts impérialistes de l'Etat français qui passent par l'alliance avec l'Allemagne à la tête de l'Europe.

Mais cette manœuvre n'a pas suffi à endiguer le risque d'un dérapage à gauche, comme l'a révélé le score de Jospin au premier tour. Celui-ci a dû donner des sueurs froides à l'ensemble de la classe dominante : la répétition d'un nouvel accident de mai 81 était en train de se profiler.

C'est ainsi qu'une semaine avant le second tour, consciente du danger, la droite a dû resserrer les rangs derrière une unité de façade lors du grand «rassemblement» de Bagatelle afin de soutenir le candidat Chirac. Au sein de l'UDF et du RPR, chacun a dû mettre de l'eau dans son vin pour éviter une catastrophe électorale : «L'important, c'est de gagner le second tour face à une gauche forte d'une dynamique certaine, alors que la droite apparaît craintive». Tel est le message adressé par Balladur à Chirac afin de le pousser à convaincre Juppé (très récalcitrant à une conciliation entre Chirac et Balladur) «d'en finir avec les querelles d'hommes». Le message de Balladur

est finalement passé, grâce au soutien de Monory : «Si vous continuez ainsi, vous allez perdre les élections» (1).

Enfin, pour se donner toutes les chances de faire élire Chirac, la classe dominante a su utiliser de façon très habile sa dernière cartouche lors du duel télévisé Jospin/Chirac à la veille du second tour. En évitant une polémique trop virulente entre les deux «adversaires», ce débat très «soft», à fleurets mouchetés, n'a fait que révéler la complicité tacite entre les deux compères pour que chacun puisse y retrouver ses petits. Jospin ne devait pas torpiller Chirac en le mouchant sur la pseudo-réunification de la droite obtenue, pour la circonstance, grâce à ses marchandages avec les autres requins du RPR et de l'UDF. Chirac ne devait pas enfoncer Jospin en lui rappelant trop cyniquement les méfaits de la politique économique et sociale de l'ère mitterrandienne. Finalement, le coup a réussi et toutes les fractions du capital peuvent se féliciter d'un tel succès commun.

La bourgeoisie a dû jouer très serré pour empêcher la victoire électorale de Jospin sans affaiblir pour autant la crédibilité du PS afin de lui permettre,

dans l'opposition, d'assumer pleinement son rôle de mystification de la classe ouvrière.

Bien évidemment les règlements de compte au sein de la droite n'ont pas fini de se déchaîner, comme en témoigne déjà la mise au placard de la vieille garde gaulliste du RPR, style Pasqua, écarté des affaires de l'Etat par la composition du gouvernement Juppé.

Néanmoins, malgré ses divisions, malgré le poids de ses anachronismes, la bourgeoisie française a atteint son objectif essentiel : avec le retour de la droite à la tête de l'Etat, c'est surtout la stratégie antiouvrière de la gauche dans l'opposition qu'elle est parvenue à renforcer.

Les forces de gauche dans l'opposition sont les pires ennemis de la classe ouvrière

Cette stratégie, mise en place, dans la majorité des pays industrialisés dès la fin des années 70, correspond à une nécessité historique pour la bourgeoisie. En effet, avec l'aggravation catastrophique et inéluctable de la crise éco-

(SUITE PAGE 6)

Des syndicats plus "radicaux", pour mieux saboter les luttes ouvrières

Depuis les élections, l'agitation syndicale n'a cessé de se poursuivre et de se répandre de façon sournoise, s'exprimant notamment par de multiples grèves éparées. Particulièrement mise en avant, la question des salaires est largement exploitée par la bourgeoisie qui cherche à polariser l'attention sur cette question, mettant en avant «les profits» et les «bénéfices» des entreprises, afin d'accréditer la thèse démagogique de la «reprise économique», mais surtout, pour pousser les salariés à «se mobiliser» derrière les syndicats et réclamer «leur part du gâteau».

Les manifestations du premier mai ont donné le ton en la matière, ponctuant une manœuvre de la bourgeoisie

orchestrée sur le long terme et destinée à pourrir les conditions du développement de la combativité ouvrière et de sa réflexion. Comme l'a souligné Louis Viannet de la CGT : «Le premier mai 1995 (...) par la combativité dont il est entouré, constitue un moment fort de la mobilisation des salariés, dans le prolongement de toutes les luttes sociales qui se déroulent depuis des semaines et dont nous pouvons dire qu'elles vont se poursuivre, y compris après le second tour des élections.» Dans son sillage, le secrétaire général de FO, Marc Blondel, n'a pas hésité à surenchérir : «il y aura des réactions (...) quelque chose qui pourrait ressembler à Mai 68» (1).

Ce langage très radical est délibérément utilisé pour racoler et tenter de mobiliser plus encore les prolétaires dans le fameux «troisième tour social» (si cher aux gauchistes et aux syndicats). Plus largement, il s'agit toujours de redorer le blason des syndicats et de les recrédibiliser. Actuellement, ces derniers sont très actifs, comme par exemple dans les luttes des grands magasins à Paris, où une intersyndicale a pris en charge le sabotage d'un mouvement lié aux suppressions de postes et à la flexibilisation du travail. D'autre part, encadrant les luttes de façon très serrée, ils poussent à ce que des conflits s'éternisent sur un terrain complètement pourri. C'est ce qu'illustrent, entre autres, Renault Rueil et Renault Le Mans, où les ouvriers sont restés isolés et se sont épuisés, assistant pendant plusieurs semaines à des parodies d'assemblées générales. Mais plus globalement, c'est tout le secteur public qui est en ligne de mire et est miné par un sabotage en règle. Les syndicats ont, à cet égard, réservé un sort peu enviable aux postiers des centres de tri de Marseille et de Nice, en grève depuis plusieurs mois ! Organisant des actions stériles et pseudo-radicales, comme celle de la séquestration de la direction et les bagarres avec les flics, il s'agissait pour les syndicats de défouler la colère des prolétaires afin de les épuiser dans des actions sans lendemain qui ne peuvent que les écoeurer de la lutte. Il en va de même à Air Inter, où depuis une dizaine de semaines, les ouvriers ont été embarqués dans des journées de grève à répétition contre le plan de la direction et les suppressions de postes. La variété des thèmes de revendications, ponctuée par la «défense du service public», montre que la bourgeoisie prépare également la division classique entre les ouvriers du public et ceux du secteur privé.

De ce fait, il n'est pas surprenant qu'après avoir épuisé bon nombre d'ouvriers du public, les syndicats se payent le luxe de programmer une nouvelle série d'actions, notamment dans ce secteur : le 30 mai, les personnels de la poste et de France Télécom «riposteront», le 31 mai ceux de la SNCF sont appelés à participer à une «manifestation nationale», sans compter qu'un mouvement est également prévu pour le 14 juin.

Toute cette agitation en perspective doit également être mise en rapport avec la nécessité pour la bourgeoisie de dynamiser la gauche revenue dans l'opposition, pour mieux jouer son rôle d'encadrement des ouvriers. Ainsi, en complémentarité avec les syndicats et les gauchistes, la gauche ragaillardie par son score aux élections cherchera au mieux à exploiter l'inévitable exacerbation du mécontentement des prolétaires face aux attaques du gouvernement. Les ouvriers doivent donc se souvenir des plans d'austérité appliqués par la gauche au pouvoir, avec la complicité des syndicats. Ils doivent se méfier de tous ces faux amis. Pour mener le combat pour la défense de leurs conditions de vie, ils ne peuvent compter que sur leur propres forces, leur réflexion collective, leurs propres moyens de lutte afin de déjouer les pièges et les discours des marchands d'illusions.

W. (17 mai)

(1) «L'Humanité» du 2 mai.

Nouvelles mesures antichômage : nouvelles attaques antiouvrières

Chirac l'a promis durant sa campagne : plus question de laisser les chômeurs recevoir des indemnités «sans rien faire» ! Balladur a devancé ses désirs dans les derniers jours de son gouvernement moribond, avec la mise en place d'un nouveau système qui sera tout bénéfice... pour l'Etat et le patronat ! Ce système, appelé «activation des dépenses» dans le jargon de l'UNEDIC, a en effet pour la bourgeoisie des airs de perfection : plutôt que payer un chômeur «à ne rien faire», faisons le travailler et payons le avec... ses indemnités de chômage. Quelle aubaine ! Il n'est même plus uniquement question de sous-payer les ouvriers, mais il s'agit d'avoir à merci une main-d'œuvre gratuite ou presque. Un vieux rêve... Rêve que la RATP s'est empressée de transformer en réalité, en même temps qu'une trentaine d'entreprises qui ont déjà signé pour ce juteux filon.

Voici le détail de la recette dont la RATP et consorts se lèchent déjà les

babines : vous prenez un chômeur recevant des indemnités de l'UNEDIC et vous l'embauchez pour six mois. Vous le faites travailler et ses allocations chômage lui font office de salaire. Puis vous le renvoyez à l'ANPE... Et qui paye les cotisations alimentant l'UNEDIC ? Les ouvriers sur leur salaire et aussi avec leurs impôts. La boucle est bouclée ! Salez et servez chaud...

Le cynisme de la bourgeoisie est décidément sans limites ! Alors que depuis des mois elle nous rebat les oreilles avec la «priorité des priorités» que serait pour elle la lutte contre le chômage, les voilà ses «solutions» ! Quelques jours après la mise en place d'un nouveau système de comptabilisation qui va rayer d'un coup de baguette magique 250 000 chômeurs des listes de l'ANPE, voilà donc qu'on va faire bosser les chômeurs ; poussant encore un peu plus loin la précarisation de leur situation et le degré de leur exploita-

tion. Et, bien sûr, rien n'empêchera les entreprises de virer leurs salariés pour embaucher - en Contrat à Durée (très) Déterminée, cela va de soi - ceux qu'elles n'auront pas à payer ! Encore plus de chômage et des chômeurs qui resteront chômeurs tout en travaillant : heureuse perspective !

Cette opération, baptisée «convention-coopération» donne un avant-goût des autres mesures du fameux «dispositif prioritaire anti-chômage» préparées par le nouveau gouvernement Juppé dont les médias se gorgent : le Contrat Initiative Emploi et le Contrat de Retour à l'Emploi. Le niveau d'aggravation de l'exploitation ouvrière sera terrible.

Non, décidément, il n'y a rien à attendre de la bourgeoisie et de son système à l'agonie, si ce n'est des attaques frontales et des conditions de vie - ou plutôt de survie - de plus en plus difficiles.

HL

"LUTTE OUVRIÈRE" : UN FIDÈLE DÉFENSEUR DE L'ETAT BOURGEOIS

Jamais le groupe trotskiste Lutte Ouvrière (ni aucun autre groupe gauchiste d'ailleurs) n'a recueilli, dans une consultation électorale organisée par la bourgeoisie, un tel nombre de suffrages (1 600 000). Jamais sa candidate, depuis le temps qu'elle se présente, n'a fait autant parler d'elle.

Que faut-il penser d'un tel événement ? Que les slogans «radicaux» ou les idées «révolutionnaires» défendus par Arlette Laguiller ont fait leur chemin et trouvent enfin «un écho dans les masses» ? Que la classe dominante a été impuissante devant cette «déferlante», qu'elle n'a rien pu faire pour l'empêcher ? Sûrement pas ! Il ne faut surtout pas se faire d'illusion et tomber dans le piège qui nous est tendu : c'est la bourgeoisie française qui a mis en avant LO ; c'est elle qui a fait bénéficier ce groupe d'extrême-gauche d'une énorme publicité médiatique ; c'est elle qui a salué sa candidate pour son «assiduité», pour la «fidélité à ses idées et à ses convictions».

Si la bourgeoisie a orchestré un batage aussi intense, c'est tout simplement parce qu'aujourd'hui elle a besoin, plus que jamais, de LO et de ses services contre la classe ouvrière. Elle en a besoin pour rabattre les prolétaires sur le terrain piégé de la démocratie bourgeoise. Elle en a besoin pour servir de renfort au dispositif antiouvrier de la gauche dans l'opposition. Elle en a besoin enfin pour pourrir préventivement la prise de conscience de la nécessité d'une véritable perspective communiste qui va resurgir inévitablement dans la classe ouvrière.

Un champion de la mystification électorale

A chaque consultation électorale, LO tente régulièrement d'entraîner les prolétaires à exprimer leur mécontentement dans les urnes et les pousse à «faire entendre leur voix» à travers le bulletin de vote. Cette organisation qui se prétend révolutionnaire polarise et dévoie ainsi la colère des ouvriers sur un terrain où, chacun d'entre eux, invité à s'exprimer en tant que «citoyen» dans l'isolement, se retrouve en fait totalement atomisé, impuissant, séparé de l'ensemble de sa classe. Elle contribue activement à masquer aux yeux du prolétariat que le seul et unique moyen de se battre, de mener un combat révolutionnaire pour la défense de ses intérêts de classe et de s'exprimer en tant que force autonome et collective face aux attaques de la bourgeoisie, c'est la lutte de classe.

En ramenant les ouvriers dans la mascarade électorale, LO ne fait que les rabattre en toute occasion sur les partis de gauche et leurs auxiliaires syndicaux, c'est-à-dire vers les principales forces bourgeoises d'encadrement sur le terrain des luttes.

Ce sont déjà les voix apportées par LO au second tour de scrutin qui ont contribué à amener Mitterrand et «l'union de la gauche» (avec le PC) au gouvernement en 1981, après leur avoir apporté un soutien «sans illusions mais sans réserve» dès 1974.

Quand, dernièrement, «Arlette» expliquait au soir du premier tour : «En 1988, je n'ai pas renouvelé cet appel (...) Tout cela (les mesures anti-ouvrières de la gauche au gouvernement, NDLR) avait suffisamment démontré que les travailleurs n'avaient rien à attendre des socialistes au pouvoir. Et je ne voulais plus être complice de leur trahison», il faut seulement comprendre que LO NE POUVAIT PLUS SE RENDRE COMPLICE DES SOCIALISTES AU POUVOIR. Mais l'officine trotskiste entendait bien poursuivre sa complicité avec une gauche revenue dans l'opposition et même l'aider à y retourner. Dans son éditorial du n°1400 daté du 5 mai 1995, c'est «Arlette» qui déclarait : «Nous ne voulons pas tenter d'empêcher les tra-

vailleurs et l'électorat de gauche de voter pour Lionel Jospin. Nous n'appelons donc pas à l'abstention», elle ajoutait seulement «mais nous disons que, pour notre part, nous nous abstenons et nous n'appelons pas à voter pour lui». Plus hypocrite, tu meurs ! Les résultats de ce double langage sont là, les deux tiers de son électorat ont entendu le message et se sont reportés sur le «candidat de gauche».

C'est maintenant aux côtés d'une gauche entièrement revenue dans l'opposition et de syndicats rassemblés en ordre de bataille contre la classe ouvrière que se retrouve LO.

Si l'ensemble de la bourgeoisie met aujourd'hui en vedette ce groupe trotskiste avec son discours «radical», c'est pour pouvoir renforcer toute la gauche qui a été passablement affaiblie aux yeux des ouvriers par son passage au gouvernement ; c'est pour aider les partis de gauche et les syndicats à réinvestir et occuper le plus efficacement possible le terrain social.

Non content de participer à la grande foire démocratique, qui confère à LO ce rôle d'éternel rabatteur vers les élections bourgeoises d'abord, vers la gauche ensuite, son discours électoral berce les prolétaires d'illusions gestionnaires. C'est ce fonds de commerce politique que LO est en train de développer pour masquer aux yeux de la classe ouvrière la faillite du capitalisme.

Un apôtre du modèle stalinien de capitalisme d'Etat

LO vient de concocter «un plan d'urgence pour tous les exploités». Ce fameux «plan d'urgence» est une série de mots d'ordre qui se résument en un seul principe : il suffirait que l'Etat «fasse payer les riches» pour assurer la relance de la consommation populaire et de l'emploi. Beau programme en vérité ! Voilà de nouveaux «remèdes» contre la crise capitaliste, pour combattre le chômage comme les autres bateleurs de foire électorale. Pour cette organisation pseudo-révolutionnaire, il s'agit de persuader les ouvriers qu'il est possible d'aménager le capitalisme grâce à une «autre gestion». Mais ce modèle de gestion-là n'est pas le moins du monde «nouveau». C'est exactement la même camelote frelatée que le PCF vante depuis des lustres auprès des ouvriers. Ce sont ces vieilles recettes capitalistes d'Etat à la sauce stalinienne que LO essaie de nous fourguer à son tour. Cela n'a rien d'étonnant. Il faut se rappeler que LO a été et reste un des plus ardents défenseurs de l'ex-URSS. C'est bien dans la revue théorique de LO «Lutte de Classe» n°50 (novembre 1992) que nous trouvons cette profession de foi : «Nous continuerons à défendre que l'Union Soviétique représentait une réalité sociale positive, même au temps de Staline ou après, car son développement

industriel plus rapide qu'ailleurs(...) était dû à l'héritage de la révolution prolétarienne de 17. Sans cet héritage(...), la démonstration de la puissance de l'étatisation et de la planification n'aurait pu être faite.» Il s'agit de convaincre les ouvriers actuellement à la recherche d'une perspective révolutionnaire de classe que la seule alternative au capitalisme dans sa forme actuelle se trouve dans «la puissance de l'étatisation et de la planification» de l'économie, dans le capitalisme d'Etat à la mode stalinienne.

LO contre l'intervention des révolutionnaires

Dans ces conditions, à quoi riment les nouvelles ambitions affichées par LO de créer un pôle politique de regroupement en vue de la construction d'un «grand parti ouvrier et révolutionnaire» ? Elles visent à se doter de moyens plus importants pour occuper, dans le dispositif antiouvrier de la bourgeoisie, un créneau largement abandonné par le PCF : celui du discours «marxiste», «prolétarien», «communiste» et «révolutionnaire».

En toutes circonstances, LO entend donner des gages de sa volonté pleinement démocratique. Il ne manque d'ailleurs pas de rappeler le modèle que constitue sa fête annuelle à laquelle «sont conviées à participer et à débattre librement dans des stands et des forums depuis des années toutes les organisations politiques et toutes les associations qui veulent changer ce monde dans le sens de l'émancipation des travailleurs, (...) quelles que soient leurs différends et leurs divergences de vue». Derrière cet oecuménisme de façade, se cache une autre réalité. Depuis 1992, le CCI se trouve interdit de stand et de forum pour «attitude incorrecte et injurieuse» (sous le prétexte que nous aurions alors traité de «flic» un membre du service d'ordre de LO venu couper le micro d'un forum lorsque nous énoncions quelques vérités dérangeantes sur le soutien de LO à Mitterrand en 1981). LO accepte le dialogue démocratique mais ne supporte pas l'intervention des organisations révolutionnaires. Le CCI est la seule organisation qui a toujours rappelé ce qu'ils ont fait et les a toujours dénoncé pour ce qu'ils sont : des défenseurs du capitalisme, un organe

de l'Etat bourgeois. Le CCI est le seul à avoir dénoncé inlassablement ces faux révolutionnaires qui ne se réclament du marxisme et de la révolution d'Octobre 1917, qui n'invoquent Lénine, Trotski ou Rosa Luxemburg que pour duper les ouvriers. La défense des intérêts de la classe ouvrière et des positions révolutionnaires ne peut passer que par le rejet de la mystification électorale et le terrain des élections bourgeoises, le rejet des partis de gauche et du syndicalisme, instruments d'encadrement des prolétaires, la dénonciation de la nature capitaliste de l'URSS et du stalinisme. Tout cela ne peut être bien évidemment pour LO qu'une «attitude incorrecte et injurieuse», un «comportement inadmissible».

En tout cas, l'Etat bourgeois peut bien rembourser à LO les frais de sa campagne électorale. Il lui devait bien cette manifestation de reconnaissance. LO vient une fois encore de faire la preuve qu'il n'appartient pas au camp des organisations révolutionnaires, mais à celui du capital contre la classe ouvrière.

RI

Le Pen : un épouvantail au service de la gauche

Après le meurtre du lycéen d'origine comorienne en début d'année, la période de campagne électorale s'est terminée par un autre drame permettant aux charognards de la gauche ex-gouvernementale d'entonner à nouveau le refrain antiraciste pour le deuxième épisode.

Les cris d'orfraie des partis de gauche face aux 15% en faveur du Front National au premier tour avaient déjà servi à mettre en avant le pseudo-danger de «fascisation du pouvoir de droite» pour pousser les ouvriers à voter, ou plutôt à se «réfugier» à nouveau derrière les «valeurs de gauche» prônées par le candidat Jospin. Mais plus que pour la simple campagne électorale, cette campagne idéologique visait déjà à détourner l'attention des responsabilités de la gauche pour les années à venir.

Cette campagne ne pouvait trouver meilleur terrain en pleine commémoration de la Libération, d'évocation des camps d'extermination nazis et, surtout, de la célébration de la «victoire» du 8 mai 1945 de la démocratie sur le fascisme ! Sans conteste, le fascisme est un versant de la barbarie capitaliste, et la racaille qui s'en réclame aujourd'hui, qui perpètre ou encourage des assassinats racistes, xénophobes, ne vaut pas mieux.

Mais les révolutionnaires n'ont pas pour fonction de hurler avec les loups "philantropes" contre d'autres loups. La même bourgeoisie chiraquienne qui, dans les sphères gouvernementales, pense toute bas ce que dit Le Pen tout haut, s'est vertueusement offusquée aux côtés des bonnes gens de la gauche caviar de retour dans l'opposition avec leurs enfants terribles, les gauchistes.

Le préretraité François Mitterrand, est venu en personne jeter son bouquet de muguet dans la Seine, là où le jeune Brahim Bouarram avait été noyé par des skinheads par un beau 1er mai, symbole éculé de la gauche que l'extrême droite récupère à son tour avec l'aide de Jeanne d'Arc. Le ton était

donné : halte à la haine raciste, à bas le Front National ! A la suite de SOS Racisme, ce bâtard du PS, toute la ribambelle d'organisations «humanitaires» et gauchistes, de la LCR à LO, est venue défiler au pont du Carrousel confortant le geste auguste du président, pour conspuer le Front National sur le lieu du crime. Or, il faut rappeler, que, dès juin 1981, Mitterrand a enjoint aux directeurs de chaînes de télévision, de montrer plus souvent Le Pen. Pour mieux détourner les responsabilités des gouvernements de gauche successifs, face à une droite classique aplatie, le parti gouvernemental de cette époque passée, le PS, a manœuvré pour institutionnaliser la clique à Le Pen afin qu'elle ait un minimum de représentativité parlementaire, et afin qu'elle joue l'aigle noir couvrant de son ombre les attaques toutes «socialistes» contre le niveau de vie des ouvriers.

C'est la gauche au pouvoir qui a stoppé le flux de l'immigration de façon drastique. C'est la gauche au pouvoir qui a, depuis le gouvernement Mauroy, pris pour habitude de focaliser régulièrement les médias sur les revendications religieuses des immigrés, sur les faits divers mettant en cause des immigrés. C'est cette même gauche au pouvoir qui a traité des problèmes des «banlieues» à la manière philanthropique et policière qu'on a connue ; et qui a donc de toutes les manières montré du doigt les «spécificités» des ouvriers immigrés, afin de mieux diviser la classe ouvrière, tout en protestant contre Le Pen. Héritage idéologique qui ne devrait pas faire défaut à Monsieur Chirac.

De la nouvelle droite très fair-play aux grognards mitterrandiens recasés, la bourgeoisie a besoin de continuer à agiter l'épouvantail Le Pen pour la période de difficultés qui s'annonce pour elle. La démocratie, c'est la misère, c'est le chômage, c'est la guerre. Aussi faut-il jeter les ombres politiques du lointain passé pour faire croire aux prolétaires que la misère d'aujourd'hui

est moins dure «au soleil de la démocratie». Après avoir connu son heure de gloire au cours de la campagne passée, la «défense de la démocratie» a encore de beaux jours devant elle : les municipales sont proches. Cette agitation antifasciste fait principalement le jeu de la gauche. La gauche, mouillée dans les mémoires ouvrières par 14 ans de gouvernement au service du capital, a tout intérêt à charger la barque du danger de l'extrême droite puisque la droite est à présent pleinement au pouvoir. La gauche était donc un meilleur rempart contre Le Pen en attaquant les salaires et en envoyant les flics contre les grévistes !

Du fait que Chirac a été élu grâce à une partie importante des voix du Front National, et qu'il sera contraint de négocier localement au coup par coup lors des municipales avec cette composante de la droite, la gauche a beau jeu de crier encore une fois au loup : la droite au gouvernement serait l'otage de l'extrême droite, il y aurait danger de «fascisation du régime».

Enfin, toute cette campagne démocrate antifasciste a montré une gauche unie, pour oublier son récent passé gouvernemental, y compris les partisans de «l'honnête travailleuse» Arlette si critique pourtant contre le bourgeois Jospin. Face au pseudo-péril fasciste et à l'invocation hors de propos du danger nazi, les ouvriers ont été conviés à se mettre à la remorque de leurs exploités d'hier.

Les ouvriers ne doivent pas oublier que c'est au nom de l'antifascisme et de la défense de la «démocratie» que toutes les forces de gauche les ont embrigadés dans la boucherie impérialiste derrière la défense des drapeaux nationaux. Ils doivent comprendre que la gauche, avec ses chants de sirènes antifascistes, est son principal ennemi. Sa fonction consiste à leur faire oublier la misère et la barbarie de l'Etat démocratique afin de les dévoyer de leur terrain de lutte : celui du combat implacable contre les attaques du capital.

Damien

EX-YOUGOSLAVIE

Les grandes puissances déchaînent la guerre

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

pour récupérer cette partie de son territoire. L'opération en Slavonie s'inscrit entièrement dans la perspective de cette reconquête. Bien entendu, la bourgeoisie allemande reste l'allié inconditionnel de la Croatie. L'effort qu'elle fournit pour soutenir celle-ci est gigantesque. Elle se retrouve complètement derrière l'initiative en Slavonie et elle a su présenter et justifier cyniquement cette opération en soulignant à quel point l'armée croate avait été capable de ne pas commettre d'exactions (pas de viols, respect des droits des prisonniers etc.).

Comme le reconnaissait Yasushi Akashi le représentant spécial de l'ONU en Yougoslavie cette attaque est «plus qu'un incident mais moins qu'une guerre totale». Effectivement, l'action impérialiste croate n'est pas encore la guerre totale. Mais elle n'est pas un incident parmi d'autres. Elle annonce un retour en force de la Croatie sur le terrain militaire et en conséquence une forte aggravation des affrontements guerriers dans l'ex-Yougoslavie.

De son côté, le «parrain» américain ne semble pas dans l'immédiat particulièrement gêné par l'intervention croate. Au contraire. Tout indique que la bourgeoisie américaine cherche à tirer profit des nouvelles difficultés que cela entraîne pour la bourgeoisie serbe en accroissant sa pression sur celle-ci afin qu'elle reconnaisse son allié dans la région, la Bosnie. Car depuis la décision unilatérale de l'Etat américain de ne pas respecter l'embargo sur les ventes d'armes à la Bosnie, celle-ci n'a cessé de se réarmer et renforcer son potentiel militaire. Derrière l'initiative de paix de Carter et l'apparente accalmie à Sarajevo, les forces bosniaques n'ont cessé de préparer de nouvelles contre-offensives. Des responsables de l'armée bosniaque, ainsi que le président Izetbegovic lui-même, parlent d'une possible offensive pour tenter de briser le siège de Sarajevo qui dure depuis trois ans. Voilà ce que valent les trêves et autres accords de paix entre les différents Etats bourgeois. Ils ne sont que des moments servant toujours à préparer d'autres affrontements plus violents encore.

La foire d'empoigne impérialiste annonce une guerre totale

La riposte des Serbes ne s'est pas fait attendre. Le lendemain de l'attaque croate en Slavonie occidentale, l'armée serbe s'est mise à bombarder Zagreb, la capitale de la Croatie. Même si cela est resté relativement limité, ceci souligne suffisamment à quel point la tension est extrême. Si pour le moment ni les cliques serbes et croates ne sont prêtes à la guerre totale, toujours est-il qu'on s'en rapproche dangereusement. A l'heure actuelle les Serbes se contentent surtout de consolider leurs positions. Cela passe par un pilonnage redoublé de Sarajevo mais aussi par l'élargissement de couloirs stratégiques et notamment par celui de Posavina, près de la ville de Brcko, au nord de la Bosnie. Ce corridor large de quatre kilomètres est le passage obligé entre la Serbie et ses alliés qui se trouvent en Bosnie et plus à l'ouest encore en Croatie. Car en perdant le contrôle de la Slavonie occidentale, l'armée a perdu l'autoroute par laquelle la FORPRONU l'autorisait à faire transiter vivres et carburant. Quelques jours après le suc-

cès croate remporté en Slavonie, à partir du 5 mai, les Serbes ont commencé à attaquer les lignes croates. Entre le 5 et le 10 mai plus de cinq mille obus sont tombés sur le secteur. La coupure de ce corridor par les troupes croates de Bosnie (HVO) au nord et par l'armée bosniaque régulière au sud dépend seulement d'une décision politique qui ne semble pas encore avoir été prise entre Zagreb et Sarajevo. L'enjeu en serait l'effondrement de la Grande Serbie, mais au prix d'une guerre totale à laquelle pour le moment ni la Bosnie ni la Croatie ne sont prêtes.

Ce premier grand recul de la Serbie depuis le début de la guerre signifie donc, d'abord et avant tout, pour les Etats français et anglais, alliés des Serbes, un véritable affaiblissement de leurs positions dans la région. La présence de leurs troupes, sous l'uniforme des casques bleus de l'ONU, a été depuis longtemps remise en cause principalement par le camp croate qui, à juste titre, y voit une force de maintien du statu quo en faveur du camp serbe. On connaît l'empressement dont ont fait preuve aussi bien le gouvernement allemand que celui des Etats-Unis pour favoriser leur éventuel retrait lorsque récemment la France et la Grande-Bretagne en ont évoqué la possibilité. Etant donné la situation pour le moins fâcheuse dans laquelle ces deux dernières puissances se trouvent, on comprend mieux pourquoi elles tiennent absolument à redéfinir, avec l'appui du secrétaire général de l'ONU, le rôle des casques bleus dans la région.

Comme nous le soulignons à travers la résolution sur la situation internationale adoptée au XIe Congrès de notre organisation :

«Dans une telle situation d'instabilité, il est plus facile pour chaque puissance de créer des troubles chez ses adversaires, de saboter les alliances qui lui portent ombrage, que de développer pour sa part des alliances solides et assurer une stabilité sur ses terres.» Et en effet, le maintien de la guerre en Yougoslavie en est la parfaite illustration. Pour les Etats-Unis ce conflit entretient l'exacerbation d'un antagonisme entre l'Allemagne et ses alliés européens, la France principalement. Quant à l'Allemagne, cela lui assure également une opposition entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Rarement pourtant de pareils cercbères nous ont autant abreuvés de discours humanitaires. Rarement dans les annales criminelles pourtant fort nombreuses de l'histoire bourgeoise, l'ignominie des mensonges pacifistes avait atteint de tels sommets.

Car, réaffirmons le, ce sont les grandes puissances, derrière le prétexte de l'intervention humanitaire, qui sont les principales responsables de ce chaos sanglant. Et elles continuent d'agir au mépris de la population civile prise en otage. Leur seule motivation n'est pas l'aide aux populations terrorisées, mais la défense acharnée de leurs sordides intérêts impérialistes.

A (25 mai)

OFFENSIVE RUSSE EN TCHÉTCHÉNIE

Le cynisme des démocraties occidentales

Grozny, Samachki, Chali, autant de villes de Tchétchénie quasiment anéanties et réduites en cendres par l'armée russe. Depuis février 95, après la chute de la capitale, le scénario est toujours le même : bombardements intensifs par l'artillerie et l'aviation qui peuvent durer des semaines entières, puis occupation par la troupe qui «nettoie» la ville maison par maison. La population civile, hommes, femmes, vieillards, enfants qui ont échappé aux bombes et qui n'ont pas pu s'enfuir, sont délogés des caves où ils avaient trouvé refuge et massacrés. Ceux qui ont pu partir avant le déclenchement de la fureur guerrière s'enfuient dans la montagne où, une fois les villes «pacifiées», l'armée reprend ses bombardements.

Depuis des mois, toutes les grandes puissances occidentales couvrent avec le plus parfait cynisme le déchaînement de cette barbarie de leur silence complice. D'ordinaire si prompts à mettre en exergue leurs intentions «pacifistes» et leurs vertus «démocratiques» et «humanitaires», elles n'ont proféré que de timides protestations de façade, notamment lors du boycott par certains chefs d'Etat des cérémonies organisées à Moscou pour commémorer la victoire des Alliés en 1945. Aucun d'entre eux n'a la moindre volonté de lever le petit doigt. Bien au contraire.

Tous ces requins impérialistes partagent fondamentalement la même préoccupation : empêcher la sécession de

la Tchétchénie pour éviter l'embrassement de tout le Caucase et la propagation du chaos dans la fédération de Russie. Car les forces centrifuges qui sont venues à bout de l'URSS en 1991 après la chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc de l'Est deux ans auparavant, continuent d'agir au sein de cette fédération. En effet, d'autres cliques bourgeoises comme en Yakoutie pourraient être tentées par l'indépendance. Et les Etats-Unis, qui sont les premiers intéressés à contenir ce développement du chaos en tant que gendarme du «nouvel ordre mondial» sont aussi les plus empressés et déterminés à accorder leur bénédiction à Eltsine et à ses tueurs.

Cependant le délitement de l'Etat russe est tel aujourd'hui qu'il n'y a pas de fraction bourgeoise suffisamment responsable sur laquelle les différentes grandes puissances puissent s'appuyer solidement.

Le rôle déterminant et «stabilisateur» joué par les mafias dans ce pays, en dit d'ailleurs long sur la situation de déliquescence qui y prévaut. Mais surtout de telles entreprises guerrières, encouragées et utilisées par des pays comme les Etats-Unis, l'Allemagne, la France et bien d'autres, pour tenter de freiner les dynamiques centrifuges, ne peuvent contribuer à terme qu'à aggraver considérablement l'extension du chaos mondial.

Yorik (22 mai)

EUROFORCE, EUROMARFORCE

Des "forces de paix" pour mieux préparer la guerre

Après la chute du mur de Berlin, Bush et ses confrères occidentaux nous promettaient «une ère nouvelle de paix et de prospérité». L'écho de ces belles paroles ne s'était pas encore estompé que la réalité sordide et barbare du monde capitaliste, avec la guerre du Golfe, la Yougoslavie, la Somalie ainsi que de nombreux autres conflits meurtriers sur la plupart des continents, venait les révéler pour ce qu'elles sont : de grossiers mensonges et d'infâmes mystifications.

Aujourd'hui, alors qu'un peu partout des pays sont à feu et à sang, les politiciens, les intellectuels et autres journalistes de la vieille Europe tentent de nous resservir le même plat empoisonné : il faudrait, selon eux, se mobiliser «pour construire l'Europe de demain» c'est-à-dire, à les en croire, «une zone de paix et de liberté» qui serait, qui plus est, génératrice de conciliation et de concorde pour le reste du monde.

Sous la domination du capitalisme, cette «Europe de demain» qu'ils nous proposent ne peut, en aucun cas, exister dans la paix. Qu'elle soit plus ou moins unie, l'Europe ne peut être qu'une des principales sources de développement des tensions guerrières qui vont continuer de se multiplier un peu partout sur la planète.

Pour faire face notamment aux Etats-Unis, qui sont leurs plus importants rivaux dans le monde depuis la fin des deux grands blocs impérialistes issus

de Yalta, les principales bourgeoisies du vieux continent cherchent, dès aujourd'hui, à construire une nouvelle et gigantesque machine de guerre. C'est cet objectif qui a commencé à se dessiner avec la mise en place d'un organisme de défense qui leur est propre, l'Union de l'Europe Occidentale (UEO); organisme qui est manifestement destiné à prendre, à terme, la place et le rôle de l'OTAN parce que cette dernière est une structure héritée d'une période révolue et surtout parce qu'elle est dominée par Washington.

Pour assumer leur propre politique impérialiste, différente et même opposée à celle des Etats-Unis, et pour défendre leurs intérêts à travers le monde, les bourgeoisies européennes cherchent sans cesse à se doter d'outils militaires. C'est ainsi que la France et l'Allemagne (avec l'appoint de la Belgique et de l'Espagne) ont constitué, il y a près de deux ans, le fameux Eurocorps. Ce corps d'armée, qui dispose d'un état-major et de forces permanentes (50 000 hommes de troupe fortement armés de blindés), sanctionne l'alliance privilégiée qui existe aujourd'hui entre ces deux impérialismes ainsi que leur volonté de se placer à la tête de la croisade antiaméricaine.

C'est ainsi également que la France et la Grande-Bretagne ont signé, il y a quelques mois, des accords militaires et mis en place un groupe aérien européen dont le but premier est, à l'évi-

dence, de défendre en commun leurs intérêts en Afrique, intérêts mis à mal ces dernières années par les Etats-Unis.

La dernière illustration en date de cette volonté des Etats européens de s'affirmer et de se démarquer de leur ancien chef de bloc a été la signature, au début de ce mois de mai, par la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, de l'acte de naissance de deux nouveaux outils militaires qui sont, en principe, destinés à jouer le rôle de force d'interposition rapide en Méditerranée :

- l'Euroforce qui disposera de troupes allant jusqu'à 10.000 soldats professionnels ;

- l'Euromarforce qui a pour objectif de coordonner les forces aéronavales des 4 pays et qui aura un commandement conjoint en cas d'opération.

Ce nouveau dispositif, chargé de répondre à ce qu'ils appellent «la menace du sud» (il faut entendre par là les pays du Maghreb notamment et plus particulièrement l'Algérie), n'a pas comme objectif, ainsi qu'ils veulent nous le faire croire, de maintenir ou ramener la paix «au nom de l'amitié entre les peuples» ou par «souci humanitaire».

Il s'agit, en fait, de se doter de moyens pour intervenir dans une zone d'influence (notamment de la France), soumise à des menées déstabilisatrices de la part des Etats-Unis.

Mais tous ces dispositifs militaires, bien qu'organisés sous l'égide de l'UEO, illustrent en même temps, par

leur multiplicité, la dispersion, voire l'opposition d'intérêts, qui existe entre les différents impérialismes européens.

Il en est ainsi, par exemple, de la France qui joue manifestement sa propre carte, à travers l'Euroforce, (comme elle la joue également dans l'ex-Yougoslavie ou en Afrique) contre les intérêts de son allié privilégié actuel, l'Allemagne.

La disparition des anciens blocs impérialistes a laissé la place à une foire d'empoigne entre les grandes puissances. Et si les massacres et l'horreur se développent aujourd'hui dans le monde, ces dernières en portent la plus lourde responsabilité.

Elfe

Lisez notre brochure

LA DECADENCE DU CAPITALISME

courant communiste international
revue de théorie / brochure n°6

COMMEMORATION DE LA FIN DE LA GUERRE DU VIETNAM

La "libération nationale" : un alibi pour les massacres impérialistes

«Il y a 20 ans, le 30 avril 1975, l'Armée de Libération Nationale entrait dans Saïgon. Commandées par le général Vo Nguyen Giap, les troupes du Front National de Libération (FNL) mettaient fin à près de 30 années de guerre. Une guerre atroce menée par les colonialistes français puis relayée par les troupes américaines qui utilisèrent les armes les plus sophistiquées et les plus barbares (...) Le soutien à la révolution indochinoise avait mobilisé dans le monde des millions de travailleurs». D'où nous sort donc cette prose émue, un rien nostalgique ? Des colonnes de «Rouge» (n° 1636), journal édité par les trotskistes de la LCR, lequel annonce la publication ultérieure d'un bilan de la «révolution vietnamienne». On comprendra que la LCR s'accorde un «délai», car démontrer les vertus «révolutionnaires», d'une soi-disant «libération nationale» au Vietnam relève du tour de force. Et pour cause : il n'y a jamais eu de «libération nationale», ni un quelconque développement économique au Vietnam et il ne pouvait y en avoir.

Contre les mensonges véhiculés par les gauchistes et tout particulièrement par les trotskistes, qui ont toujours présenté la guerre du Vietnam comme étant celle du seul «impérialisme yankee» s'opposant à «la juste cause du peuple vietnamien», contre le mensonge selon lequel le prolétariat aurait dû dans cette guerre choisir «son camp» en prenant fait et cause pour la lutte «anti-impérialiste du peuple vietnamien», contre le sale travail de ces sergents-recruteurs qui, avec leurs «Comités Vietnam» se sont trouvés au cœur d'une entreprise de dévoiement et aussi d'embrigadement de la classe ouvrière dans la guerre impérialiste, il appartient aux révolutionnaires de réaffirmer qu'au Vietnam, comme ailleurs, la prétendue lutte de «libération nationale» ne fut que le paravent couvrant l'affrontement sans merci que se livraient alors, par «peuples interposés», les impérialismes des deux blocs, russe et américain. Affrontement que les populations civiles ont payé de leur sang et dans lequel le prolétariat a servi de chair à canon. Il faut affirmer que dans la mesure où, depuis la première guerre mondiale, le monde est entièrement partagé en zones d'influence impérialiste, toute prétendue «lutte de libération nationale» n'est rien d'autre qu'une mystification. Aucun Etat ne saurait se libérer de l'emprise d'une puissance sans l'aide d'une autre puissance et sans tomber immédiatement sous la dépendance d'une ou de plusieurs autres. Pour preuve, dès 1945, comme le souligna cyniquement un membre de la mission américaine en Indochine *«les Etats-Unis ne remettent pas en cause la souveraineté de la France en Indochine mais, selon le département d'Etat, la politique à suivre est de ne pas aider les Français à reprendre le contrôle de l'Indochine par la force»*. En clair, les Etats-Unis utilisèrent au tout début (1945-46) les mouvements indépendantistes vietnamiens pour bouter hors d'Indochine l'impérialisme français (1). A partir de 1954, c'est-à-dire après Dien Bien Phu, les Etats-Unis se substituent définitivement sur place à l'impérialisme français, bien qu'ensemble, de 1946 à 1954, ils aient combattu prioritairement la poussée soviétique.

Défaite ou ... victoire américaine ?

L'évacuation par les troupes américaines du Sud-Vietnam, désormais occupé par l'armée Vietcong, fut d'emblée l'occasion d'un immense battage médiatique. A en croire la presse bourgeoise alors unanime, outre qu'elle était censée signifier un retour de la paix en Indochine, une défaite aussi «piteuse» que celle alors prétendument essuyée par l'Oncle Sam ne pouvait signifier rien d'autre qu'un affaiblissement sé-

rieux de l'impérialisme américain. Apparente défaite que nos trotskistes, en dignes défenseurs de l'impérialisme russe, s'empressèrent bien sûr d'applaudir des deux mains.

D'ailleurs, en lâchant récemment, à propos de la guerre du Vietnam, un pathétique *«Nous nous sommes trompés, terriblement trompés»* (2), Mc Namara, ancien secrétaire d'Etat à la défense de l'administration Kennedy, puis de Johnson, cherche une nouvelle fois à accréditer la thèse selon laquelle les Etats-Unis, s'étant fourrés alors dans un inextricable guépier, y auraient subi une lamentable défaite. En réalité - et comme nous l'écrivions dès 1975 - c'est d'une façon froidement programmée que les Etats-Unis se retirent militairement du Vietnam. Une telle décision répond à la pression conjuguée de deux nécessités. Tout d'abord, l'impérialisme le plus puissant est alors conscient de l'absolue nécessité de réorienter sa stratégie impérialiste. En offrant la région en «cadeau» à la Chine, en échange de son entrée dans le bloc occidental (même si c'est l'URSS qui s'est implantée au Vietnam), les Etats-Unis peuvent dès lors faire porter leurs efforts majeurs sur une zone stratégique autrement plus vitale : le Moyen-Orient. Le retrait des Etats-Unis du Vietnam marquera en fait le point de départ de la contre-offensive américaine mondiale contre l'impérialisme russe, lequel va dès lors être contraint de reculer sans cesse face au rouleau compresseur américain. D'ailleurs, Kissinger ne déclarait-il pas lui-même dès cette époque : *«Quand je suis entré en fonction au gouvernement Nixon, c'était la fin d'une époque. Il était devenu nécessaire de revoir la politique étrangère des Etats-Unis. Nous avons essayé de satisfaire le désir de détente et avons retiré nos troupes du Vietnam. Je crois que nous avons réalisé des progrès au Moyen-Orient aussi, mais, à mes yeux, il s'agit là plus d'un problème tactique que d'un problème philosophique»* (3).

Ensuite, il ne faut pas oublier que la guerre du Vietnam fait rage lorsque mai 68 en France, 69 en Italie ... viennent marquer la fin d'une longue période de contre-révolution et le retour historique du prolétariat sur la scène mondiale, ouvrant dès lors un cours aux affrontements de classe. Une classe ouvrière qui refuse de se sacrifier au nom de la santé de l'économie nationale, c'est aussi une classe qui n'est pas prête à accepter sans broncher de servir, elle et ses enfants, de chair à canon dans les conflits impérialistes. L'opposition croissante au massacre des boys dans la guerre du Vietnam telle qu'elle se développera alors, est à juste titre comprise par la bourgeoisie américaine comme le symptôme incontestable de

l'ouverture d'une nouvelle période historique dans laquelle il faudra désormais compter avec la montée en force de la résistance ouvrière aux attaques du capital. En retirant ses troupes et en accréditant ainsi l'idée d'un fiasco aussi lamentable que tragique, la bourgeoisie américaine répondait aussi, et à peu de frais, à l'ouverture de cette nouvelle période historique.

Le retour de la paix ?

Quant au retour de la paix qu'était censé initier le départ des troupes américaines, parlons-en ! Le fameux slogan «paix au Vietnam» que les gauchistes ont fait scander pendant des années à longueur de manifestations n'était qu'un leurre. Ces derniers n'ont jamais trouvé de mots assez durs pour dénoncer les horreurs perpétrées par les américains au Vietnam. C'est complaisamment que nous furent décrits les ravages des B 52, du napalm, des bombes à billes et à «dépression» de sinistre mémoire. Mais n'en déplaise à Messieurs les trotskistes, les atrocités sans nom subies par la population indochinoise ne se sont pas arrêtées une fois que les vilains «yankees» furent «go home» ! Les populations vietnamienne et cambodgienne eurent le «privilege» de connaître des «libérations nationales» à répétition : car à peine le Sud-Vietnam venait-il d'être «libéré» par le Vietnam du Nord, que le Cambodge («libéré» par les Khmers rouges pro-chinois qui, de 75 à 79 liquidèrent 3 millions de Cambodgiens) fut une nouvelle fois «libéré» par le Vietnam. Il y eut les exactions que l'on sait pour une population civile qui, ne sachant sans doute apprécier à leur «juste valeur» les vertus «progressistes» de «libérations nationales» successives, terrorisée, s'embarquait par centaines de milliers sur de misérables radeaux de fortune. D'aucuns se seront peut-être étonnés que le Vietnam et le Cambodge, «pays frères» du temps de la lutte contre l'impérialisme américain, aient été aussi vite amenés à s'entre-dévorer. Rien d'étonnant à cela : les impérialismes vietnamien et cambodgien ayant toujours nourri - même au temps glorieux de la lutte commune du «peuple indochinois» - de sérieux antagonismes territoriaux, chacun noua dès lors les alliances lui permettant de défendre militairement ses intérêts propres. Ainsi, le Cambodge «libéré» choisira-t-il de s'allier au bloc américain, par Chine interposée, car choisir le bloc russe aurait alors signifié se mettre sous la tutelle d'un voisin encombrant, à savoir l'impérialisme vietnamien. Cette réalité venait confirmer que dans le capitalisme décadent, il n'y a pas de paix possible. Ce système moribond ne se survit qu'au prix de conflits impérialistes permanents et toute nation, grande ou petite, est forcément impérialiste.

Le Vietnam «libéré»... ou l'enfer de la terreur et du sous-développement

En fait «d'indépendance nationale», il est de notoriété publique que le Vietnam n'a pu, aujourd'hui comme hier, survivre que par des aides extérieures. Le 1er secrétaire du Parti stalinien Vietnamien déclarait d'ailleurs dès mai 1975 que tout investissement étranger serait le bienvenu, n'excluant aucune-ment ceux pouvant venir des Etats-Unis. Quant au «progrès économique» et aux «mesures révolutionnaires» tant

promis par ces ardents défenseurs du capitalisme d'Etat que sont les trotskistes, on peut les résumer ainsi : une population livrée à une misère extrême et à l'enfer du sous-développement, sous le joug d'une société entièrement militarisée. Des millions de paysans gagnant moins de 100 dollars (soit 570 FF) par an, un salaire minimal réduit d'un coup de 50 à 30 dollars en 1992, compétitivité oblige ! 67 000 taudis contre 44 000 «seulement» en 1947, plus de 500 000 sans abri rien qu'à Ho Chi Minh Ville... Régression économique, disettes, répression des grèves ouvrières (rappelons qu'Ho Chi Minh, l'idole des trotskistes, apporta dès 1945 sa précieuse contribution à l'écrasement de la commune ouvrière de Saïgon), déportations massives dans les «camps de rééducation socialiste», les voilà les vertus «progressistes» de la «révolution vietnamienne».

Trente ans après la soi-disant «libération du peuple vietnamien», célébrée jusqu'à la nausée par toutes les forces de gauche de la bourgeoisie et leurs appendices gauchistes, le bilan est sans équivoque : permanence de la guerre, de la barbarie et d'une misère sans fin pour toute la population de l'ex-Indochine. C'est cela que le prolétariat ne doit jamais oublier face aux répugnants mensonges de ces sergents-recruteurs de la guerre inter-impérialistes que sont les trotskistes de toute obédience.

Marion

- (1) Note interne du colonel américain Grant, citée dans «Les secrets de l'espionnage français» de Pascal Krop.
(2) «Le Monde» du 19 avril 1995.
(3) «L'Express» du 21 avril 1975.

SCANDALE AGUSTA EN BELGIQUE

Encore une affaire de gangsters impérialistes

Le «scandale Agusta» apparaît d'abord comme une banale affaire de pots-de-vin et de marchands d'armes. Il n'en est rien. Dans cette affaire, il s'agit d'un règlement de comptes entre Etats impérialistes.

L'affaire remonte à 1988, quand la Belgique achète 46 hélicoptères à la firme italienne Agusta. En 1991, un ex-ministre belge est assassiné alors qu'il menaçait de révéler le montant des commissions versées. L'enquête aboutit en 1994 à la mise en cause de trois ministres socialistes belges qui auraient perçu ces commissions pour le compte de leur parti. Pourquoi ce scandale revient-il aujourd'hui à l'avant-scène, à coups de révélations, de rebondissements spectaculaires, impliquant de plus en plus de monde et surtout se centrant sur la personne de Willy Claes, ex-ministre belge des Affaires économiques et encore actuellement secrétaire général de l'OTAN ? La presse belge elle-même n'a pas fait grand mystère que ces «fuites» et ces «révélations» distillées au compte-gouttes émanaient «de l'extérieur». Et il n'est pas nécessaire d'être un fin limier pour trouver qu'elles prennent leur source aux Etats-Unis, quand on sait qu'en 1988 la société Agusta travaillait sous licence de la firme américaine Bell. Ce qui explique que la bourgeoisie américaine connaisse les tenants et les aboutissants du contrat passé, en même temps que cela montre qu'à l'époque, les dessous de table ne tourmentaient pas sa conscience. La seule question qui se pose est de comprendre pourquoi l'Oncle Sam cherche ainsi noise au gouvernement belge.

En fait, depuis l'effondrement de la politique de blocs à partir de 1989 et l'émergence progressive d'une nouvelle rivalité impérialiste majeure entre les Etats-Unis et le tandem franco-germanique, la bourgeoisie belge a manifesté à différentes reprises un net penchant vers ce dernier. La participation de la Belgique au corps armé franco-allemand baptisé «Eurocorps» et présenté comme l'embryon d'une défense européenne, défiant ainsi la puissance américaine incarnée par l'OTAN, en est une des concrétisations parmi les plus marquantes. Tout récemment encore,

le gouvernement belge s'est retrouvé impliqué, aux côtés de la France et de l'Allemagne, dans un trafic d'armes à destination des troupes croates, c'est-à-dire dans le dos de la politique américaine, qui de son côté, ne cesse d'armer activement les forces bosniaques.

Un sérieux avertissement a donc été lancé à l'ensemble des Etats européens qui seraient tentés de suivre le «mauvais exemple». La menace américaine est particulièrement pressante envers la France car il est de notoriété publique que des firmes françaises se trouvaient en concurrence avec Agusta pour fournir les hélicoptères livrés à la Belgique et des «rumeurs insistantes» ont circulé pour insinuer qu'en matière de pots-de-vin, l'Aérospatiale et Dassault, commissionnaires attirés du gouvernement français, n'avaient rien à envier aux pratiques d'Agusta. C'est ainsi un moyen pour Washington de contrer et torpiller les prétentions impérialistes rivales dont la France, par exemple, est un des fervents promoteurs.

Toutefois, les européens ne s'en laissent pas compter de la sorte. Les bourgeoisies allemande et française ont ainsi poussé la bourgeoisie belge à répliquer durement. Cette dernière a sciemment orienté le scandale Agusta vers Claes, ce qui a immédiatement amené sa mise en question par les Allemands. La position controversée de Claes a abouti à mettre des bâtons dans les roues de l'OTAN. Le coup est dur pour les Etats-Unis, au moment où ils auraient bien besoin de l'OTAN pour réagir face à l'explosion du «chacun pour soi», notamment en ex-Yougoslavie, à un tel point qu'ils envisagent ouvertement d'occuper eux-mêmes la direction politique de l'Alliance Atlantique.

La multiplication de scandales comme l'affaire Agusta, au delà de la confirmation de l'absence totale de scrupules de la part des requins bourgeois, illustre l'exacerbation des tensions entre les grandes puissances. La révélation des coups bas de l'adversaire devient une arme de choix dans la lutte acharnée que se livrent les truands impérialistes, où tous les moyens sont bons, tous les coups sont permis.

Yorik.

La décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme

La décadence du capitalisme, telle que le monde l'a connue depuis le début du siècle, se révèle dès à présent comme la période la plus tragique de l'histoire de l'humanité.

Jamais la société humaine n'avait connu des boucheries de l'ampleur de celle des deux guerres mondiales. Jamais les progrès de la science n'avaient été utilisés à une telle échelle pour provoquer la destruction, les massacres et le malheur des hommes. Jamais, une telle accumulation de richesses n'avait côtoyé, n'avait provoqué de telles famines et de telles souffrances comme celles qui se sont déchaînées dans les pays du tiers-monde depuis des décennies. Mais il apparaît que l'humanité n'avait pas encore touché le fond. La décadence du capitalisme signifie l'agonie de ce système. Mais cette agonie elle-même a une histoire : aujourd'hui nous avons atteint sa phase terminale, celle de la décomposition générale de la société, celle de son pourrissement sur pied.

Car c'est bien de putréfaction de la société qu'il s'agit maintenant. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le capitalisme avait réussi à repousser vers les pays sous-développés les manifestations les plus barbares et sordides de sa décadence. Aujourd'hui, c'est au cœur même des pays les plus avancés que ces manifestations de barbarie se développent. Ainsi, les conflits ethniques absurdes où les populations s'entre-massacrent parce qu'elles n'ont pas la même religion ou la même langue, parce qu'elles perpétuent des traditions folkloriques différentes, semblaient réservés, depuis des décennies,

aux pays du «tiers-monde», l'Afrique, l'Inde ou le Moyen-Orient.

Maintenant, c'est en Yougoslavie, à quelques centaines de kilomètres des métropoles industrielles d'Italie du Nord et d'Autriche, que se déchaînent de telles absurdités. (...)

Mais le déchaînement de l'hystérie nationaliste dans certaines parties de l'Europe n'est pas la seule manifestation, loin de là, de cette décomposition qui voit gagner les pays avancés par la barbarie que le capitalisme avait auparavant repoussé à sa périphérie.

La barbarie gagne le cœur du capitalisme

Ainsi hier, pour faire croire aux ouvriers des pays les plus développés qu'ils n'avaient pas de raison de se révolter, les médias allaient dans les bidonvilles de Bogota ou sur les trottoirs de Manille pour faire des reportages sur la criminalité et la prostitution des enfants. Aujourd'hui, c'est dans le pays le plus riche du monde, à New York, Los Angeles, Washington, que des enfants de douze ans vendent leur corps ou tuent pour quelques grammes de crack. Dans ce même pays, c'est maintenant par centaines de milliers que se comptent les sans-abri : à deux pas de Wall Street, temple de la finance mondiale, des masses d'êtres humains dorment dans des cartons sur le trottoir, comme à Calcutta. Hier, la concussion et la prévarication érigées à l'état de loi apparaissaient comme des spécialités des dirigeants du «tiers-monde». Aujourd'hui, il ne se passe pas un mois

sans que n'éclate un scandale révélant les moeurs d'escrocs de l'ensemble du personnel politique des pays «avancés» (...)

La corruption a toujours fait partie des pratiques de la société bourgeoise, mais elle a atteint un tel niveau à l'heure actuelle, elle est tellement généralisée, que là aussi il faut constater que la décadence de cette société a franchi une nouvelle étape dans la pourriture.(...)

C'est toute la société humaine sur tous les continents qui, de façon croissante, suinte la barbarie par tous ses pores. Les famines se développent dans les pays des tiers-monde, et bientôt atteindront les pays qu'on prétendait «socialistes», alors qu'en Europe occidentale et en Amérique du Nord on détruit les stocks de produits agricoles, qu'on paye les paysans pour qu'ils cultivent moins de terres, qu'on les pénalise s'ils produisent plus que les quotas imposés. En Amérique latine, les épidémies, comme celle du choléra, tuent des milliers de personnes, alors qu'on avait chassé ce fléau depuis longtemps. (...) En même temps, on assiste à une dégradation irréversible de la vie sociale : outre la criminalité et la violence urbaine qui ne cessent de croître partout, la drogue exerce des ravages toujours plus effrayants, particulièrement parmi les nouvelles générations, témoin du désespoir, de l'isolement, de l'atomisation qui gagnent toute la société.

Si la société est parvenue à un tel degré de putréfaction, si le désespoir, le «no future», est devenu à ce point le sentiment dominant en son sein, c'est

bien parce que le capitalisme, à un niveau plus élevé encore que par le passé, est incapable d'offrir la moindre perspective à l'humanité.

Le capitalisme dans l'impasse ne peut conduire qu'à la destruction de l'humanité

Depuis plus de 20 ans, ce système est frappé par une crise aiguë et insurmontable de son économie. Dans les années 1930, la crise économique avait débouché sur la guerre mondiale. Ce n'était pas une «solution» à la crise, mais dans la mesure où la classe ouvrière, qui venait de subir la plus terrible défaite de son histoire, n'était pas en mesure d'entraver les plans de la bourgeoisie, celle-ci avait pu organiser l'ensemble de la vie sociale, ses forces politiques et économiques, en vue de la boucherie impérialiste. Mais, aujourd'hui, une telle possibilité a été interdite au capitalisme. Dès que la crise a commencé à se manifester, à la fin des années 1960, elle a immédiatement provoqué une gigantesque riposte de la classe ouvrière mondiale : la grève de 9 millions d'ouvriers en mai 1968 en France, le «mai rampant» de 1969 en Italie, le soulèvement des ouvriers de Cordoba en Argentine la même année, les grèves massives des ouvriers polonais de la Baltique durant l'hiver 1970-71, et bien d'autres luttes encore de grande envergure dans de nombreux pays. C'était la preuve que la classe ouvrière avait surmonté la contre-révolution, qu'elle était désormais capable, par ses combats et par son refus d'accepter les privations que lui demandait la bourgeoisie, de barrer la route d'une nouvelle guerre mondiale, dans la mesure où des ouvriers qui rejettent les sacrifices pour l'économie nationale sont encore moins prêts à faire le sacrifice suprême, celui de leur vie.

Mais si le prolétariat avait la force d'empêcher le déchaînement d'une nouvelle boucherie généralisée, il n'avait pas encore celle de mettre en avant sa propre perspective : le renversement du capitalisme et l'édification de la société communiste. Ce faisant, il n'a pu empêcher la décadence capitaliste de faire

sentir toujours plus ses effets sur l'ensemble de la société.

Dans ce blocage momentané de la situation mondiale, l'histoire ne s'est pas arrêtée pour autant. Pendant deux décennies, la société a continué de subir l'accumulation de toutes les caractéristiques de la décadence exacerbées par l'enfoncement dans la crise économique alors même que, chaque jour plus, la classe dominante faisait la preuve de son incapacité à surmonter cette dernière. Le seul projet que cette classe puisse proposer à l'ensemble de la société est celui de résister au jour le jour, au coup par coup, et sans espoir de réussite, à l'effondrement irrémédiable du mode de production capitaliste.

Privée du moindre projet historique capable de mobiliser ses forces, même le plus suicidaire comme la guerre mondiale, la société capitaliste ne pouvait que s'enfoncer dans le pourrissement sur pied, la décomposition sociale avancée, le désespoir généralisé.

Et ce désespoir ne peut que s'accroître alors que le monde actuel démontre chaque jour un peu plus qu'il n'offre aucune perspective à l'ensemble de l'humanité, sinon celle d'une barbarie croissante avec, au bout, sa propre mort. Car il ne faut pas se faire d'illusions !

Si on laisse le capitalisme en place, il finira, même en l'absence d'une guerre mondiale, par détruire définitivement l'humanité : à travers l'accumulation des guerres locales, des épidémies, des dégradations de l'environnement, des famines et autres catastrophes qu'on prétend «naturelles».

Prolétaires, jamais la prévision des révolutionnaires du siècle dernier n'a été aussi actuelle. «Socialisme ou barbarie», disaient-ils. En l'absence de révolution mondiale du prolétariat, la barbarie est maintenant généralisée et elle menace la survie même de l'humanité. Plus que jamais, le seul espoir, le seul avenir possible pour celle-ci réside dans le renversement du système capitaliste, dans l'instauration de nouveaux rapports libérés des contradictions qui étranglent la société.

(Extraits de «Révolution communiste ou destruction de l'humanité», manifeste du IX^e Congrès du CCI, 1991).

Accélération de la crise économique et reprise des combats de classe

(SUITE DE LA PAGE 8)

(outre la division entre chômeurs et ouvriers au travail) entre les différents secteurs de la classe ouvrière travaillant dans des branches affectées de façon inégale par les effets de la crise.

Ces obstacles ont favorisé la reprise en main par les syndicats de la combativité ouvrière, la canalisant dans des «actions» qu'ils contrôlent entièrement. Cependant, les manœuvres présentes des syndicats ont aussi, et surtout, un but préventif : il s'agit pour eux de renforcer leur emprise sur les ouvriers avant que ne se déploie beaucoup plus leur combativité, combativité qui résultera nécessairement de leur colère croissante face aux attaques de plus en plus brutales de la crise. De même, il faut souligner le changement récent dans un certain nombre de discours de la classe dominante. Alors que les premières années après l'effondrement du bloc de l'Est ont été dominées par les campagnes sur le thème de «la mort du

communisme», «l'impossibilité de la révolution», on assiste aujourd'hui à un certain retour à la mode de discours favorables au «marxisme», à la «révolution», au «communisme» de la part des gauchistes, évidemment, mais même au-delà d'eux. Il s'agit là aussi d'une mesure préventive de la part de la bourgeoisie destinée à dévoyer la réflexion de la classe ouvrière qui tendra à se développer face à la faillite de plus en plus évidente du mode de production capitaliste. Il appartient aux révolutionnaires, dans leur intervention, de dénoncer avec la plus grande vigueur aussi bien les manœuvres crapuleuses des syndicats que ces discours prétendument «révolutionnaires». Il leur revient de mettre en avant la véritable perspective de la révolution prolétarienne et du communisme comme seule issue pouvant sauver l'humanité et comme résultat ultime des combats ouvriers.

Courant Communiste International (avril 1995)

C'est toute la bourgeoisie qui a gagné les élections

(SUITE DE LA PAGE 2)

nomique, la classe dominante n'a pas d'autre choix que de mener partout une politique d'austérité draconienne en attaquant de plus en plus brutalement les conditions de vie des prolétaires. Une telle politique porte avec elle le risque d'explosions sociales incontrôlables. C'est la raison pour laquelle la bourgeoisie devait se répartir au mieux les tâches de manière à faire passer cette politique d'austérité en installant des contre-feux sur le terrain social. Seuls des partis historiquement enracinés dans la classe ouvrière, et bénéficiant d'une certaine crédibilité, pouvaient assumer, dans l'opposition, ce rôle de pompier social. La bourgeoisie devait confier aux fractions de droite la responsabilité de la gestion du capital national, tandis qu'il revenait aux partis «ouvriers» (PS et PC) d'assumer, dans l'opposition, la fonction de mystifier le prolétariat afin d'encadrer et saboter ses luttes (notamment grâce à leurs courroies de transmissions syndicales CGT et CFDT). Avec l'élection de Chirac, la bourgeoisie française vient donc de remettre les pendules à l'heure en dégageant totalement le PS (et la CFDT qui lui est inféodée) de ses compromissions avec un gouvernement de droite.

Ainsi, à gauche comme à droite, toutes les fractions de la bourgeoisie ont remporté une victoire.

Malgré son affaiblissement historique résultant de ses 14 années de politique antiouvrière, le PS, en obtenant près de 48% des voix au second tour,

sort requinqué de ces élections. Le parti de Mitterrand et Jospin a pu tirer profit des bagarres de chiffonniers au sein de la droite, de même qu'il a su exploiter une fois encore l'épouvantail Le Pen, ce qui lui permet aujourd'hui de se présenter, dans l'opposition, comme un parti plus «uni», plus «démocratique» et plus «humanitaire» que la droite. Le parti stalinien «rénové» de R. Hue, bien que marginalisé, ne s'est pas totalement effondré et a fait un meilleur score qu'en 1988. Il va maintenant tenter d'effacer de la mémoire ouvrière sa participation aux plans d'austérité du gouvernement PS/PC entre 81 et 84. Il va pouvoir continuer à se présenter comme l'éternel défenseur des intérêts ouvriers contre les «mesures scélérates» de la droite et du «grand capital», en s'efforçant de faire oublier les années noires de son soutien aux régimes staliniens.

Mais c'est à la candidate du groupe trotskiste «Lutte Ouvrière» que revient la palme d'avoir apporté une importante contribution au renforcement de la stratégie de la gauche dans l'opposition. Sponsorisée par l'Etat français, grâce à sa campagne hyper-médiatisée, Arlette a su recrédibiliser le jeu démocratique bourgeois en dévoyant le mécontentement d'une partie de la classe ouvrière dans l'impasse des isolements électoraux. Elle a su, avec sa démagogie populiste, récupérer dans ses shows télévisés les grandes figures du mouvement ouvrier, Lénine et Rosa Luxemburg, pour tromper les prolétaires en leur faisant croire que la lutte de classe ne se déroule pas seulement dans la

rue, dans les usines, mais aussi dans les urnes de la démocratie bourgeoise.

En dépassant le score des 5%, LO vient de remporter un succès historique. Le «parti» d'Arlette est désormais institutionnalisé, promu au rang d'un vrai parti électoral, aux côtés des autres partis bourgeois, RPR, UDF, Front National, PS et PCF. Avec ses 5,3%, LO a révélé la remarquable efficacité de son imposture électorale. L'Etat français peut féliciter la candidate trotskiste pour sa prestation et lui rembourser les frais de sa campagne. Il peut compter sur LO pour continuer maintenant son travail de sabotage des luttes ouvrières, aux côtés de toutes les autres fractions de gauche dans l'opposition, partis et syndicats.

La classe ouvrière n'avait donc rien à attendre des élections. Elle ne doit pas oublier que la droite ne fera que poursuivre et renforcer la politique d'austérité de la gauche au gouvernement, PS et PC. Elle ne doit pas oublier que cette austérité de «gauche», c'est aussi LO qui en porte la responsabilité, puisque le parti d'Arlette a appelé les prolétaires à voter Mitterrand en 81.

Dans ses luttes futures contre la misère et le chômage, la classe ouvrière devra reconnaître, démasquer et déjouer les pièges de ses pires ennemis, c'est-à-dire de tous ceux qui, dans l'opposition, prétendent représenter et défendre ses intérêts face aux attaques de la droite.

Camille

(1) «La lettre de l'Expansion» (1/5/95)

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50 F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de «RI» ou 5 de la «Revue Internationale», ou des numéros encore disponibles du «Bulletin d'Etudes et de Discussions».

SOUSCRIPTIONS

D. (Rouen) : 300.

Paris : Réunion publique du 13 mai : ST : 20 ; Ped : 20 ; Pat : 40 ; Fo : 20 ; Jer : 10 ; BB : 20 ; DG : 10 ; BC : 10 ; MB : 30 ; Gal : 30 ; DL : 10 ; TP : 15 ; Av : 10 ; Ju : 25 ; W : 10 ; Hu : 30 ; GF : 20 ; AG : 20 ; autres participants : 350.

Nantes : Permanence du 3 mars : Julie : 100. Réunion publique du 18 mars : Aboulafia : 100 ; Julie : 200 ; H : 250.

Toulouse : Réunion publique du 24 mars : AL : 50 ; RA : 200 ; Da : 100 ; In : 50 ; Chr : 100 ; Lu : 50 ; Br : 20 ; R : 100. Réunion publique du 28 avril : Fel : 50 ; Dan : 100 ; In : 50 ; Mora : 100 ; Syl : 100 ; J : 239.

Total : 2659.

Lisez la Revue Internationale

Courant Communiste International
**Revue
Internationale / 81**

2ème trimestre 1995 15ff / 100 fb

Editorial
**GUERRE ET MENSONGES
DE LA "DEMOCRATIE"**

Tourmente financière
LA FOLIE ?

Révolution allemande (I)
**LES REVOLUTIONNAIRES EN ALLEMAGNE
FACE A LA PREMIERE GUERRE MONDIALE**

Chine 1928-1949
**UN MAILLON
DE LA GUERRE IMPERIALISTE (I)**

Le communisme n'est pas un bel idéal
mais une nécessité matérielle (XI)
**MARX DE LA MATURITE :
COMMUNISME DU PASSE,
COMMUNISME DE L'AVENIR**

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des **réunions publiques** et des **permanences** dans plusieurs villes.

Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de points de vue, d'orientation et

d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe.

Alors que dans les **réunions publiques**, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les **permanences**, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

SUR LE THEME :

La stratégie de la gauche dans l'opposition, une arme de la bourgeoisie contre la lutte de classe

GRENOBLE

Permanence le samedi 10 juin à 15 h, Brasserie "Le Savoie", avenue Felix Violet (face à la gare).

Vente de la presse le samedi 10 juin de 10h30 à 11h30 à l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Permanence le samedi 24 juin 1995 à 14 h 30, à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse les 1^{er} et 3^e dimanches du mois de 11 h à 12 h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON

Réunion publique le samedi 1^{er} juillet à 15 h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antoinettes).

Permanence le vendredi 23 juin à 20h30, brasserie "Paulaner", rue de la Barre, métro Bellecour.

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi de chaque mois de 17 h 30 à 18 h 30.

MARSEILLE

Réunion publique le samedi 10 juin à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M^o Chartreux.

Permanence le mardi 4 juillet, de 18 h 30 à 19 h 30 au bar-tabac « La Comète », cours Jean-Ballard (M^o Vieux-Port).

Vente de la presse le samedi 10 juin, de 11 h à 12 h, au marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Réunion publique le samedi 17 juin à 17 h à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

Permanence les vendredis 2 juin et 7 juillet, à la même adresse.

Vente de la presse à la station du tramway, place du commerce, tous les deuxièmes mardis du mois, de 17h15 à 18h.

PARIS

Permanence les samedis 10 et 24 juin de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M^o Porte-de-Choisy.

Vente de la presse au marché de St-Denis (M^o St-Denis-Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11 h 30.

De plus le CCI sera présent à la fête de Lutte Ouvrière (Presles) et diffusera sa presse au départ des bus Porte de la Chapelle les 2, 3 et 4 juin.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 11 juin de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc, La Fontaine.

TOULOUSE

Réunion publique le vendredi 23 juin à 21 h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourguette, route de Seysses, Toulouse.

Permanence les vendredis 9 juin, 16 juin et 7 juillet, à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 11 et 18 juin, de 10h30 à 12h, au marché aux Puces (place St-Sernin).

TOURS

Permanence le samedi 24 juin à 17 h au café-hôtel « Le Bordeaux », boulevard Heurteloup.

Vente de la presse tous les deuxièmes samedis du mois de 10h30 à 11h30, au marché de St-Pierre-des-corps, place de la Mairie.

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les

comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS :
« Contact » - rue Lepneveu
BORDEAUX :
« Le Roi Lire » - rue S^c-Catherine
BREST :
« Maison de la Presse » - 64, rue Jean-Jaurès
CLERMONT-FERRAND :
« Le Papyvire » - 3, rue de l'Ente
Librairie « Jean-Rome » - 1, rue des Gras
« Maison de la Presse » - place de Jaude
DIEPPE :
« Maison de la Presse » - 102, Grande-Rue
DUNKERQUE :
« Maison de la Presse » - 34, rue Poincaré
GRENOBLE :
« Le Sphinx » - 6, rue Brocherie

« L'encre sympathique » - 6, rue Saint-Laurent
LAVAL :
« Point presse » - Centre C^{ial} La-Mayenne
« Maison de la Presse » - place de La-Trémoille
LEHAVRE :
« Presse des Halles » - 27, place des Halles-Centrales
LILLE :
« Galerie » - 57, rue de Béthune
Café-restaurant « Le Rainbow » - 17, rue du M^o de-Lattre-de-Tassigny
« Le Comte de Monte-Cristo » - Centre commercial V2, n^o 84, Villeneuve-d'Ascq
LYON :
« La Gryphe » - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)
« La Proue » - 15, rue Childebert (2^e)

MARSEILLE :
« Odeur du Temps » - 35, rue Pavillon (1^{er})
« Librairie des 2 Mondes » - 52, rue des Trois-Mages (6^e)
« Kiosque de la Presse » - 56, bd de Strasbourg (face aux Douanes)
MELUN :
« La Porte Ouverte » - 19, rue du G^o de-Gaulle
MONTAUBAN :
« Maison de la Presse » - rue de la République
MONTPELLIER :
Librairie « Sauramps-Le Triangle » - Allée J.-Milhaud
NANTES :
« Vent d'Ouest » - 5, pl. du Bon-Pasteur
« Lanoë » - 2, rue de Verdun
« Librairie des Boulevards » - 20, bd des Anglais

NICE :
« Le Temps de Vivre » - 50, bd de la Madeleine
ORLEANS :
« Temps Modernes » - rue N-D-de-la-Délivrance
PARIS :
« L'Herbe Rouge » - 1 bis, rue d'Alésia (14^e)
« Parallèles » - 47, rue St-Honoré (1^{er})
« FNAC » - Forum des Halles (1^{er})
« La Boulangerie » - 67, rue de Bagneux (Montrouge)
SAINT-ETIENNE :
« Librairie de Paris » - rue Michel-Rondet
« Utopia » - rue Pierre-Berard
SAINT-NAZAIRE :
« Le Temps de Vivre » - 71, rue Jean-Jaurès
TOULON :
« Hall de Presse » - bd M^o

Leclerc
TOULOUSE :
« Toulouse Presse » - 60, rue Bayard
« FNAC » - 81, bd Carnot
« Les Arcades » - place du Capitole
TOURS :
« Librairie » - 104, rue Colbert.

**DISTRIBUÉ
PAR LES N.M.P.P.**
Imprimerie G.-Tautin - 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Cest
Numéro de Commission paritaire : 54267

PUBLICATIONS DU CCI

*Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :*

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
Allemagne

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde) (publication en langue Hindi)
Ecrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

BROCHURES

La décadence du capitalisme (15 F + 8 F/18 F pour frais d'envoi)
Les syndicats contre la classe ouvrière (15 F + 8 F/18 F)
Nation ou classe (15 F + 8 F/18 F)
Le trotskysme contre la classe ouvrière (30 F + 8 F/18 F)
Plate-forme et Manifeste du C.C.I. (15 F + 8 F/18 F)
Organisation communiste et conscience de classe (15 F + 8 F/18 F)
L'Etat dans la période de transition (20 F + 8 F/18 F)
Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88) (10 F + 8 F/18 F)
Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18 F)
La Gauche communiste d'Italie (80 F + 21 F/33 F)
La Gauche hollandaise (120 F + 21 F/33 F)
L'effondrement du stalinisme (20 F + 8 F/18 F)
La Révolution russe (nouvelle édition) (15 F + 8 F/18 F)

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(12 numéros du journal) : FRANCE : 100 F - ETRANGER : 100 F - PAR AVION : 120 F
ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la *Revue internationale*) : FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F - PAR AVION : 90 F
ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 170 F - ETRANGER : 170 F - PAR AVION : 210 F
ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
- *Revue internationale* : abonnement à 2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : **R.I. - CCP 2023302X - PARIS** à adresser à la boîte postale de RI.
Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure, soutien...)

**RI, BP 2806 -
75028 PARIS CEDEX 01**

ACCÉLÉRATION DE LA CRISE ÉCONOMIQUE ET REPRISE DES COMBATS DE CLASSE

Nous publions ci-dessous de larges extraits de la Résolution sur la situation internationale adoptée au XI^e congrès du CCI, concernant l'analyse de l'évolution de la crise économique et des perspectives pour les combats de la classe ouvrière. L'intégralité de cette résolution paraîtra dans la prochaine Revue Internationale.

La reconnaissance par les communistes du caractère historiquement limité du mode de production capitaliste, de la crise irréversible dans laquelle ce système est plongé aujourd'hui, constitue la base de granit sur laquelle se fonde la perspective révolutionnaire du combat du prolétariat. En ce sens, toutes les tentatives, comme celles que l'on voit à l'heure actuelle, de la part de la bourgeoisie et de ses agents pour accrédi- ter que l'économie mondiale «sort de la crise» ou que certaines économies nationales «émergentes» pourront prendre le relais des vieux secteurs économiques essoufflés, constituent une attaque en règle contre la conscience prolétarienne.

La faillite de l'économie capitaliste mondiale

Les discours officiels sur la «reprise» font grand cas de l'évolution des indices de la production industrielle ou du redressement des profits des entreprises. Si effectivement, en particulier dans les pays anglo-saxons, on a assisté récemment à de tels phénomènes, il importe de mettre en évidence les bases sur lesquelles ils se fondent :

- le retour des profits découle bien souvent, notamment pour beaucoup de grandes entreprises, des bénéfices spéculatifs ; il a comme contrepartie une nouvelle flambée des déficits publics ; il résulte enfin de l'élimination par les entreprises des «branches mortes», c'est-à-dire de leurs secteurs les moins productifs ;

- le progrès de la production industrielle résulte pour une bonne partie d'une augmentation très importante de la productivité du travail basée sur une utilisation massive de l'automatisation et de l'informatique.

C'est pour ces raisons qu'une des caractéristiques majeures de la «reprise» actuelle, c'est qu'elle n'a pas été capable de créer des emplois, de faire reculer le chômage de façon significative. De même, le travail précaire n'a fait, au contraire, que s'étendre, car le capital veille en permanence à garder les mains libres pour pouvoir jeter à la rue, à tout instant, la force du travail excédentaire.

S'il constitue avant tout une attaque contre la classe ouvrière, un facteur brutal de développement de la misère et de l'exclusion, le chômage constitue aussi un indice de premier plan de la faillite du capitalisme. Le capital vit de l'exploitation du travail vivant : au même titre que la mise au rebut de pans entiers de l'appareil industriel, et plus encore, la mise sur la touche d'une proportion considérable de la force de travail constitue une réelle automutilation de la part du capital. Il rend compte de la faillite définitive du mode de production capitaliste dont la fonction historique était justement d'étendre le salariat à l'échelle mondiale. Cette faillite définitive du capitalisme, elle s'illustre également dans l'endettement dramatique des Etats qui a connu, au cours des dernières années, une nouvelle flambée : entre 1989 et 1994, la dette publique est passée de 53% à 65% du produit intérieur brut aux Etats-Unis, de 57% à 73% en Europe jusqu'à atteindre 142% dans le cas de la Belgique. En fait, les Etats capitalistes sont en cessation de paiement. S'ils étaient soumis aux mêmes lois que les entreprises privées, ils seraient déjà déclarés officiellement en faillite. Cette situation ne fait qu'exprimer le fait que le capitalisme d'Etat constitue la réponse que le système oppose à son impasse, mais une réponse qui n'est en aucune façon une solution et qui ne peut servir éternellement.

Les taux de croissance, quelques fois à deux chiffres, des fameuses «économies émergentes» ne viennent nullement contredire le constat de faillite générale de l'économie mondiale. Ils résultent d'une arrivée massive de capitaux attirés par le coût incroyablement bas de la force de travail dans ces pays, d'une exploitation féroce des prolétaires, de ce que la bourgeoisie pudiquement appelle les «délocalisations». Cela signifie que ce développement économique ne peut qu'affecter la production des pays les plus avancés, dont les Etats, de façon croissante, se dressent contre les «pratiques commerciales déloyales» de ces pays «émergents». En outre, les performances spectaculaires

qu'on se plaît à y relever recouvrent bien souvent un délabrement de secteurs entiers de l'économie de ces pays : le «miracle économique» de la Chine signifie plus de 250 millions de chômeurs en l'an 2000. Enfin, le récent effondrement financier d'un autre pays «exemplaire», le Mexique, dont la monnaie a perdu la moitié de sa valeur du jour au lendemain, qui a nécessité l'injection d'urgence de près de 50 milliards de dollars de crédits (de très loin la plus grande opération de «sauvetage» de l'histoire du capitalisme) résume la réalité du mirage que constitue «l'émergence» de certains pays du tiers-monde. Les économies «émergentes» ne sont pas la nouvelle espérance de l'économie mondiale. Elles ne sont que des manifestations, aussi fragiles qu'aberrantes, d'un système en folie. Et cette réalité ne sera pas contredite par la situation des pays d'Europe de l'Est, dont l'économie était censée, il y a peu encore, s'épanouir au soleil du libéralisme. Si quelques pays (comme la Pologne) réussissent pour le moment à sauver les meubles, le chaos qui déferle sur l'économie de la Russie (chute de près de 30% de la production sur 2 ans, plus de 2000% de hausse des prix sur cette même période) vient illustrer de façon saisissante à quel point les discours qu'on avait entendus en 1989 étaient mensongers. L'état de l'économie russe est tellement catastrophique, que la mafia qui en contrôle une bonne partie des rouages, fait figure, non pas de parasite comme c'est le cas dans certains pays occidentaux, mais comme un des piliers lui assurant un minimum de stabilité.

Enfin, l'état de faillite potentielle dans lequel se trouve le capitalisme, le fait qu'il ne peut vivre éternellement en tirant des traites sur l'avenir, en essayant de contourner la saturation générale et définitive des marchés par une fuite en avant dans l'endettement, fait peser des menaces de plus en plus fortes sur l'ensemble du système financier mondial. L'émoi provoqué par la faillite de la banque britannique Barings suite aux acrobaties d'un «golden boy», l'affolement qui a suivi l'annonce de la crise du peso mexicain, sans commune mesure avec le poids de l'économie du Mexique dans l'économie mondiale, sont des indices indiscutables de la véritable angoisse qui étreint la classe dominante devant la perspective d'une «véritable catastrophe mondiale» de ses

finances, suivant les mots du directeur du FMI. Mais cette catastrophe financière n'est pas autre chose que le révélateur de la catastrophe dans laquelle est plongé le mode de production capitaliste lui-même et qui précipite le monde entier dans les convulsions les plus considérables de son histoire.

La perspective d'un redéploiement de la lutte de classe

Plus que jamais, la lutte du prolétariat représente le seul espoir d'avenir pour la société humaine. Cette lutte, qui avait resurgi avec puissance à la fin des années 60, mettant un terme à la plus terrible contre-révolution qu'ait connue la classe ouvrière, a subi un recul considérable avec l'effondrement des régimes stalinien, les campagnes idéologiques qui l'ont accompagné et l'ensemble des événements (guerre du Golfe, guerre en Yougoslavie, etc.) qui l'ont suivi. C'est sur les deux plans de sa combativité et de sa conscience que la classe ouvrière a subi, de façon massive, ce recul, sans que cela remette en cause toutefois, comme le CCI l'avait déjà affirmé à ce moment-là, le cours historique vers les affrontements de classe. Les luttes menées au cours des dernières années par le prolétariat sont venues confirmer ce qui précède. Elles ont témoigné, particulièrement depuis 1992, de la capacité du prolétariat à reprendre le chemin du combat de classe, confirmant ainsi que le cours historique n'avait pas été renversé. Elles ont témoigné aussi des énormes difficultés qu'il rencontre sur ce chemin, du fait de la profondeur et de l'extension de son recul. C'est de façon sinieuse, avec des avancées et des reculs, dans un mouvement en dents de scie que se développent les luttes ouvrières.

Les mouvements massifs en Italie, à l'automne 1992, ceux en Allemagne de 1993 et beaucoup d'autres exemples ont rendu compte du potentiel de combativité qui croissait dans les rangs ouvriers. Depuis, cette combativité s'est exprimée lentement, avec de longs moments de mise en sommeil, mais elle ne s'est pas démentie. Les mobilisations massives à l'automne 94 en Italie, la série de grèves dans le secteur public en France au printemps 95, sont des manifestations, parmi d'autres, de cette combativité. Cependant, il im-

porte de mettre en évidence que le tendance vers le débordement des syndicats qui s'était exprimée en 92 en Italie ne s'est pas confirmée, bien au contraire, en 1994 où la manifestation «monstre» de Rome était un chef d'oeuvre de contrôle syndical. De même, la tendance à l'unification spontanée, dans la rue, qui était apparue (bien que de façon embryonnaire) à l'automne 93 dans la Ruhr en Allemagne a, depuis, laissé la place à des manoeuvres syndicales de grande envergure, telle la «grève» de la métallurgie du début 95, parfaitement maîtrisées par la bourgeoisie. De même, les récentes grèves en France, en fait des journées d'action des syndicats, ont constitué un succès pour ces derniers.

Outre de la profondeur du recul subi en 1989, les difficultés qu'éprouve aujourd'hui la classe ouvrière pour avancer sur son terrain sont le résultat de toute une série d'obstacles supplémentaires promus ou exploités par la classe ennemie. C'est dans le cadre du poids négatif qu'exerce la décomposition générale du capitalisme sur les consciences ouvrières, sapant la confiance du prolétariat en lui-même et dans la perspective de sa lutte, qu'il importe de placer ces difficultés. Plus concrètement, le chômage massif et permanent qui se développe aujourd'hui, s'il est un signe indiscutable de la faillite du capitalisme, a pour effet majeur de provoquer une forte démoralisation, un fort désespoir dans des secteurs importants de la classe ouvrière dont certains sont plongés dans l'exclusion sociale et même la lumpénisation. Ce chômage a également pour effet de servir d'instrument de chantage et de répression de la bourgeoisie envers les secteurs ouvriers qui ont encore du travail. De même, les discours sur la «reprise», et les quelques résultats positifs (en termes de profits et de taux de croissance) que connaît l'économie des principaux pays, sont amplement mis à profit pour développer les discours des syndicats sur le thème : «les patrons peuvent payer». Ces discours sont particulièrement dangereux en ce sens qu'ils amplifient les illusions réformistes des ouvriers, les rendant beaucoup plus vulnérables à l'encadrement syndical, et qu'ils contiennent l'idée que, si les patrons «ne peuvent pas payer», il ne sert à rien de lutter, ce qui est un facteur supplémentaire de division

(SUITE PAGE 6)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière » ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne